

L'Adresse

c'est justement—et le premier objectif est atteint—d'avoir ouvert le débat sur l'avenir du Québec et du Canada. Alors, monsieur le Président, j'inviterais le député de Papineau—Saint-Michel à faire preuve d'un peu plus de sens démocratique à l'avenir lorsqu'il parlera du Bloc québécois et de son rôle d'opposition officielle.

M. Ouellet: Monsieur le Président, il me fait plaisir de répondre à l'intervention du député pour lui rappeler que je ne mets pas en doute la légitimité du chef de l'opposition à ce Parlement. Je l'ai félicité d'avoir gagné ses élections et d'avoir amené avec lui une cinquantaine de députés. Ce que j'ai dit, c'est qu'il ne peut pas, une fois qu'il est ici, prétendre qu'il a gagné exclusivement sur la portée de son message politique indépendantiste. Et, à cet égard, j'ai repris un aspect de son discours où il disait lui-même être venu ici parce qu'il y avait un problème économique. Or, des gens ont voté pour lui et pour les candidats du Bloc au Québec non pas à cause de votre message politique, mais à cause de la situation économique. Ce que je n'aime pas que le chef de l'opposition veuille faire, comme il le faisait dans ses propos tout à l'heure, c'est dire que le débat référendaire soit commencé.

• (1745)

Or, s'il veut mener le débat référendaire ici même en cette Chambre, il pourra avoir l'occasion de le faire peut-être. Mais ce qui est surtout important, et c'est à cela que je l'invite, c'est d'engager un véritable dialogue sur les tenants et les aboutissants de cette démarche qu'il veut faire. Ce n'est pas Bélanger-Campeau qui a fait cette étude exhaustive. J'ai siégé à cette Commission et j'ai vu à quel point ceux qui y venaient et ceux qui menaient les débats de cette Commission étaient tous dans un sens et essayaient de faire aller vers un seul domaine.

D'ailleurs, ce groupe de supposés non-alignés sont tous en train de s'aligner maintenant pour le Parti québécois, à commencer par M. Campeau et les autres. Donc, il n'y avait pas d'objectivité de la part de ceux qui se déclaraient non-alignés à l'époque.

M. François Langlois (Bellechasse): Monsieur le Président, je voudrais demander à l'honorable député de Papineau—Saint-Michel d'éclairer un peu ma lanterne. Depuis le congrès à l'investiture libérale où l'honorable député de Saint-Maurice a été choisi comme chef du Parti libéral, il a été clairement établi qu'on n'entendrait plus parler de constitution. Cela a été affirmé encore une fois de plus après l'échec de Charlottetown au Canada anglais et au Québec. Cela a été réaffirmé pendant la campagne électorale qu'on n'en entendrait jamais plus parler et qu'on parlerait désormais d'économie.

Or, voilà que pendant tout le temps où vous avez parlé, hormis les quelques secondes de félicitations d'usage, vous n'avez parlé que de constitution. Dois-je comprendre qu'il y a deux courants divergents à l'intérieur du Cabinet et que vous êtes sur le point de voter et d'appuyer la proposition de l'honorable député de Calgary—Sud—Ouest, l'honorable chef du Parti réformiste, à l'effet d'avoir davantage de votes libres? J'ai l'impression que vous vous sentiriez plus à l'aise là-dedans.

M. Ouellet: Je suis très heureux de voir que l'honorable député réagit aux propos que je tiens. C'est tout à fait dans la ligne de ceux qui au Québec ne veulent pas que l'on dise aux Québécois qu'ils sont bien d'être dans le Canada. Chaque fois que quelqu'un rappelle aux Québécois qu'ils ont des avantages à participer à la fédération canadienne, ceux et celles qui veulent l'indépendance du Québec se dressent continuellement pour essayer de faire accroire que les propos que nous tenons sont incohérents et inappropriés. Or, il est certain qu'il faudra avoir un débat éclairé sur les conséquences que peut avoir l'indépendance du Québec.

Des voix: Bravo! Bravo!

M. Ouellet: Je suis très content de voir ces députés applaudir. Je suis très heureux qu'ils soient ici, parce qu'au contact des autres députés du Parlement, ça va leur permettre de sortir de leur patelin; ça va leur permettre d'élargir leurs horizons et de comprendre que dans le Canada il y a de la place, une très large place pour les Québécois qui veulent appartenir à ce beau pays et qui peuvent être respectés au Canada.

M. Plamondon: Monsieur le Président, pouvez-vous me renseigner. Est-ce pour le début de mon discours ou pour des commentaires?

Le vice-président: Il nous reste encore deux minutes de la période des questions et des commentaires.

[M. Louis Plamondon (Richelieu): Je suis donc très heureux de les utiliser pour dire quelques mots à l'honorable ministre qui vient de faire son discours. Quand il dit que nous ne parlons pas au nom des Québécois et des Québécoises, lui, pour qui parle-t-il?

Quand il dit que nous avons reçu beaucoup du fédéralisme, ce que nous avons reçu c'est à coup de bataille contre le fédéralisme. Rappelez-vous la bataille de Jean Lesage; rappelez-vous la bataille de Johnson, le vrai Daniel Johnson; rappelez-vous la bataille de Bertrand. . .

• (1750)

Le vice-président: La période de questions et commentaires est maintenant expirée, mais je crois que vous serez le prochain orateur, monsieur le député de Richelieu.

[Traduction]

Je tiens à remercier tous les députés de n'avoir pas voté contre moi, au moment où ma candidature a été proposée. Je n'avais pas porté cette robe depuis 15 ans et je suis heureux de voir qu'elle me va toujours. Pour faire son chemin dans cette enceinte, il faut avoir un nom comme le mien ou celui de mon collègue.

[Français]

Plus sérieusement, je commettrai sûrement des erreurs qui occasionneront quelques problèmes au cours des semaines et des mois à venir, mais je demanderais aux députés de tous les côtés de la Chambre de faire preuve de patience.

Je cède maintenant la parole au député de Richelieu.